

DES MOBILISATIONS QUI RECHAUFFENT LE CLIMAT SOCIAL

CONTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT ET DU PATRONAT

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO DU PERCHE

5 MARS 2015

A La Poste, dans les hôpitaux, ou à Sanofi, comme dans bien d'autres entreprises, des salariés refusent de subir sans réagir les coups portés par leurs directions. Des grèves contre des projets de réorganisation, pour l'augmentation des salaires, l'arrêt de la dégradation des conditions de travail, se multiplient en ce moment dans le pays.

Une première victoire à La Poste

En Basse-Normandie, la direction de La Poste espérait que son projet de réorganisation passe comme... une lettre à la poste. Elle en a été pour ses frais. Il était question de remplacer une pause payée de 20 minutes par une pause obligatoire... non payée d'au moins trois quarts d'heure, sur le temps de midi. Par ce moyen, la direction escomptait pouvoir supprimer encore de nombreux emplois. Eh bien, ça n'a pas marché. Massivement, jusqu'à 100% dans certains bureaux, les facteurs de Basse-Normandie ont dit : non, stop, ça suffit ! Le 24 février, à Caen, leur manifestation a réuni près de 600 personnes, du jamais vu. Ce qui a fait la force de cette grève, c'est qu'elle a touché simultanément 3 départements : Manche, Calvados et Orne. C'est cela qui a permis de créer le rapport de force pour que La Poste recule rapidement, après seulement 2 jours de grève !

Débrayages et grèves pour les salaires

Dans tout le pays, depuis le début de l'année, les débrayages et les grèves se multiplient : chez Vinci, Thalès, Véolia, Michelin, Hutchinson, Carrefour, Bigard, Castorama, Air Liquide, Dassault, Brink's, Petit bateau, Lindt, L'Oréal, Valéo, Fleury Michon, Aéroports de Paris, Legrand, Henkel, Intermarché ou encore les transports routiers et bien d'autres.

Le plus emblématique de ces mouvements est peut être celui de Sanofi, dont plusieurs centres sont touchés, comme Ambarès ou Sisteron, où se mène une grève depuis plus de 2 semaines. A l'heure où le nouveau PDG se voit attribuer 4 millions d'euros de cadeau de bienvenue avant même d'être arrivé (plus de 228 années de SMIC brut), où des milliers d'emplois ont été détruits ces dernières années, les salariés revendiquent des augmentations de salaire. Car de l'argent, il y en a. La somme versée aux

actionnaires représente 3 fois la totalité des salaires de l'ensemble des salariés Sanofi France !

Dans les hôpitaux, ça déborde

Plusieurs services d'urgence se sont mis en grève pour dénoncer le sous-effectif chronique dont ils souffrent, alors que la situation devient chaque jour plus catastrophique. Au Mans, à Cahors notamment, une partie du personnel des hôpitaux ont entrepris des mouvements de protestation, grèves, manifestations, pour dénoncer le manque de personnel, qui se traduit par des conditions de travail très dégradées, qui affectent bien sûr les patients.

Plus que jamais, la convergence des luttes s'impose

Les salariés sont attaqués, les actionnaires gavés : ça ne peut plus durer ! Il est indispensable d'élargir la protestation au niveau national. Car les attaques des services publics ont les mêmes causes que dans les entreprises du privé.

Le 9 avril prochain, les syndicats CGT, FO, Solidaires et FSU appellent à une journée de grève interprofessionnelle, certes bien tardive, contre l'austérité et pour le retrait de la loi Macron.. A nous d'en faire un

relais national pour contrer les offensives patronales et gouvernementales. En relayant les luttes existantes, elle peut permettre d'exprimer, massivement, nationalement le ras le bol accumulé et être un encouragement à mettre en place une convergence des luttes pour préparer un mouvement d'ensemble. L'utilisation de l'article 49.3 par le gouvernement pour faire passer en force sa loi Macron – qui démantèle le droit du travail – est la preuve que ce gouvernement n'est pas si fort et qu'on peut le faire reculer !



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



LE 8 MARS 2015 POUR LE DROIT DES FEMMES, IL Y A TOUJOURS URGENCE A SE MOBILISER !

La loi Macron prévoit l'extension du travail du dimanche sans obligation de majoration des heures, veut faire commencer le « travail de nuit » à des heures plus tardives, et favoriser des contrats précaires pour les salariés. Premières visées par ces mesures, les femmes sont toujours moins payées que les hommes et occupent la majorité des temps partiels imposés. L'austérité dans les services publics bloque la création de crèches, de nombreuses femmes étant contraintes à arrêter de travailler faute de place. Le droit à l'avortement est aujourd'hui remis en cause par les fermetures de centre IVG.

Les violences faites aux femmes à la maison ou dans la rue sont entretenues par le climat sexiste et réactionnaire qui alimente la montée de l'extrême-droite.

Patrons et puissants profitent de ces discriminations que malgré leurs discours hypocrites, ils organisent. L'égalité entre femmes et hommes est toujours à conquérir.

AUGMENTATIONS DE SALAIRE À RENAULT TANGER

Du 9 au 13 février, les ouvriers de l'usine Renault Nissan de Tanger, au Maroc, ont débrayé et organisé plusieurs sit-in devant les locaux de la direction pour faire entendre leurs revendications. Ils réclamaient des augmentations de salaire ainsi que le paiement des temps de pause et de diverses primes. Le 14 février, la direction et le syndicat UMT de l'usine ont signé un protocole d'accord annuel qui prévoit une revalorisation des salaires de l'ensemble des salariés, toutes catégories confondues. Il prévoit aussi d'apporter des aides directes au personnel. Pourtant, dès son ouverture, Renault avait utilisé le très bas niveau des salaires à Tanger (240 € par mois) pour briser les grèves salariales en Roumanie (450 € par mois), en menaçant, comme il le fait en France, de « délocaliser » des fabrications. Mais cette grève à l'usine de Tanger prouve que dans ces deux pays, les revendications pour des augmentations de salaires obtiennent des résultats. Elle est la meilleure riposte à la mise en concurrence mondialisée des travailleurs.

DEBRAYAGES A ACI VILLEURBANNE ET AU MANS

Ce lundi 2 mars, les salariés de l'usine ACI de Villeurbanne étaient en grève. La production a été stoppée à 100% le matin et à 95% l'après midi, les livraisons paralysées.

Auto châssis international, ACI, est une filiale à 100 % de Renault, spécialisée dans les pièces de liaison au sol de véhicules légers et utilitaires. En temps normal le site ACI à Villeurbanne emploie 278 personnes, mais depuis le mois de septembre le site tourne au ralenti, le personnel subissant des mesures de chômage partiel plusieurs jours par mois.

Un vrai chassé croisé de la précarité est organisée entre l'usine mère du Mans et celle de Villeurbanne pour pallier le manque d'activité, La direction propose à certains salariés d'aller travailler au Mans contre une augmentation de salaire, ou le transfert de 35 postes du Mans vers Villeurbanne.

A l'usine du Mans aussi, lundi le débrayage était fort, tant du matin que du soir. « Nous sommes unis dans cette grève. Nous demandons de vraies affectations. Nous ne sommes pas pour « voler le travail des uns pour faire

semblant de s'occuper les autres » ont expliqué les représentants CGT.

ACI est une filiale à 100% de Renault qui annonce une augmentation de sa production et de ses profits, Renault doit satisfaire les revendications des salariés d' ACI en garantissant emplois et activité sur tous les sites. Le manque de pièces est leur force, ils vont devoir en tenir compte !

QUE 4 MILLIONS ? LES HYPOCRITES !

Lorsque la presse a révélé que pour son accueil, le nouveau patron de Sanofi allait toucher 4 millions, plusieurs ministres du gouvernement se sont indignés.

Mais ce sont les mêmes qui, quelques jours auparavant, ont inclus dans la loi Macron, la diminution de l'imposition des stocks options (de gros volumes d'actions des entreprises données aux hauts cadres en plus de leurs salaires) pour un total de... 900 millions, 225 fois ce qu'a touché le directeur de Sanofi ...

ATTENTION, MACRON PEUT EN CACHER UN AUTRE !

Après la loi Macron, le gouvernement veut faire passer au printemps une loi complémentaire encore pire. Il veut fusionner les différentes instances de représentation des syndicats, CE, DP, CHSCT en une seule, ce qui aboutirait à réduire de manière importante le nombre de délégués des syndicats, le nombre d'heures qu'ils ont pour fonctionner, liquider les droits de protection de la santé des travailleurs par les CHSCT et supprimer carrément toute représentation syndicale dans les entreprises de moins de 50 salariés. Et il paraît que le gouvernement est de Gauche ...

EN ALLEMAGNE, 3,4% D'AUGMENTATION

Une augmentation des salaires de 3,4% et une prime de 150 euros : voilà ce qui a été obtenu en Allemagne pour la métallurgie, à commencer dans les usines automobiles de Mercedes, Audi et Porsche.

Au départ, IG Metall revendiquait une augmentation de 5,5% pour les 3,7 millions de travailleurs de la branche. C'est finalement 3,4 % et une prime de 150 euros pour tous.

Il a fallu lutter, non pas boîte par boîte mais au plan de toute la métallurgie. Jusqu'à 850 000 salariés ont participé depuis janvier à des grèves et la perspective de grève illimitée était avancée.

En France, c'est tout le contraire. Ils continuent à nous imposer un gel des salaires, les consignes du MEDEF et du gouvernement. Et toutes les actions et grèves menées lors des négociations annuelles pour les salaires montrent bien que cela ne peut plus durer ! Les patrons accumulent profits, dividendes et primes en millions d'euros. Alors qu'ils ont les moyens de payer, donnons nous les moyens de gagner !

**Si nos idées t' intéressent, n'hésite pas à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**